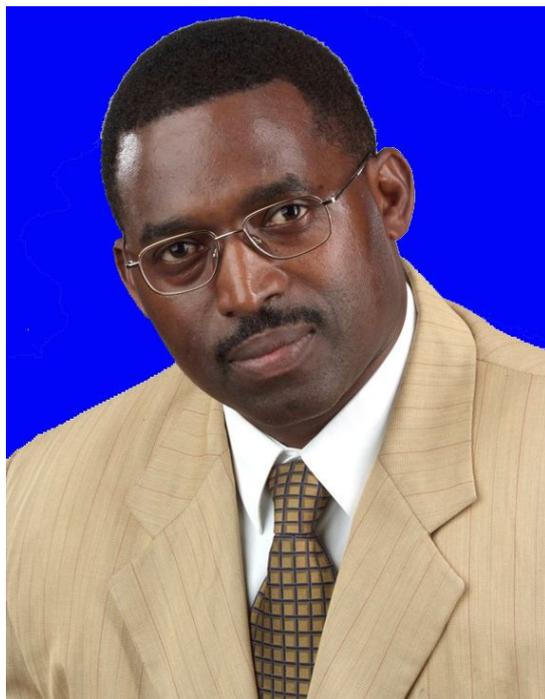


DECLARATION DU PARTI CDP EN RAPPORT AVEC LA GREVE DU CORPS DES MEDECINS DU SECTEUR PUBLIC



Anicet Niyonkuru
Président du Parti CDP

Voici deux mois que le corps des médecins du secteur public burundais observe un mouvement de grève lancinant, avec pour principale plate-forme de revendication la revue à la hausse substantielle de leur grille de salaire. Et si seulement c'était une grève classique, donc avec notamment maintien et maintenance du service minimum ! Selon en effet un communiqué de presse rendu public samedi 9 mai 2009, les médecins burundais ont fait part de leur décision de non seulement continuer le mouvement de grève, mais de suspendre même le service minimum à partir de lundi 11 mai 2009. A l'heure où nous rédigeons cette déclaration, de menace à exécution, la mesure n'a eu qu'un petit pas à franchir.

La grève en soi était vécue comme un enfer. Maintenant que même le service minimum vient d'être suspendu, on ne sait plus où trouver les mots qui conviennent pour qualifier le monde que le peuple burundais est appelé à vivre.

Depuis que cette grève la plus dévastatrice de la structure sociale a commencé, le Parti CDP n'a perdu la moindre minute d'attention pour suivre de près cette question qui, comme on le voit, et seul un aveugle-né verrait le contraire, rentre dans le cadre général d'une injustice sociale généralisée vis-à-vis de beaucoup de corps de métiers.

A travers nos multiples sorties, nous avons eu à déplorer les conditions de vie dans lesquelles travaillaient le personnel de la santé en général et le corps des médecins en particulier. A travers les mêmes sorties, nous avons eu à mettre le gouvernement devant ses responsabilités, en attirant son attention sur les mouvements sociaux aux conséquences ingérables que risquait de susciter son manque de vision par rapport aux priorités sociales.

Ainsi, au cours d'une Conférence de Presse que nous avons animée en date du 19 mars 2009, nous avons clairement fait montre de notre préoccupation vis-à-vis de l'état de santé au Burundi. Nous avons eu à faire un état des lieux dans le domaine de la santé, avec des observations que les circonstances du moment plus que dramatiques nous commandent de répéter. Ainsi disions-nous, entre autres : « Le service minimum en cas de grève est préconisé pour qu'il n'y ait pas notamment mort d'hommes. Or pour un médecin, même avec le «maximum du service minimum», il y a toujours au moins mort de quelqu'un ! C'est dire que la grève des professionnels de la santé est l'un des moyens de pression que le gouvernement devrait prévenir à tout prix ».

Autrement dit, grande était notre préoccupation vis-à-vis de la santé de nos populations, déjà au moment où le service minimum était garanti. Maintenant que même ce service minimum vient de volet en éclat, vous comprenez que notre sentiment de désespoir atteint son paroxysme.

Toujours dans nos publications et sorties de diverses formes, nous avons eu à exprimer notre position quant à la situation embarrassante du médecin de devoir respecter le serment d'Hippocrate d'une part et, d'autre part, de

devoir endurer les conditions invivables de travail : nous avons dit notamment qu'il appartenait aux médecins ou bien de prendre l'initiative d'aiguillonner une politique nationale de la reconnaissance effective de l'importance du médecin en général et du diplôme en particulier, mais ce dans la discipline, l'intelligence, le sens patriotique, donc sans que cela ne mette en danger la vie des populations, ou bien de se faire violence pour reprendre malgré eux le travail. Nous avons été clair en avançant notamment qu'une question qui rentre dans le cadre d'une injustice sociale généralisée ne peut se résoudre par un simple mouvement de grève en rangs dispersés, que c'est une question de sensibilisation et de mobilisation de tous les concernés, d'où nous avons toujours recommandé le retour au travail, surtout que celui qui payait les pots cassés par la grève restait toujours ce travailleur défavorisé, qui souffre autant que le médecin.

S'agissant de la part de responsabilité du gouvernement dans cette affaire, nous avons toujours souligné que la question des médecins n'étant pas un cas isolé, elle ne saurait par conséquent être prise comme un banal mouvement d'humeur que l'on peut mater par le chantage et le juridisme : considérant cette question comme rentrant plutôt dans l'ensemble de tous ces autres secteurs de la vie nationale qui ont été relégués au second plan par le gouvernement, nous avons pointé du doigt les connexions et l'effet boule de neige que risquait d'engendrer ce malaise du corps médical. Averti de ce risque, nous avons attiré l'attention du gouvernement sur l'abandon de certains corps de métier au bénéfice de la douce vitæ d'une bourgeoisie politico-administrative qui gère l'Etat comme on gère un legs familial. Point n'est besoin de revenir sur l'inégalité humiliante existante par exemple entre un médecin et un simple agent de la Cour Anti-Corruption, entre un médecin et un député qui n'a même pas le Certificat du Tronc Commun (10^è année), pour ne citer que les cas les plus frappants.

Nuançant la part du régime CNDD-FDD dans l'alimentation de ce « sentiment d'enfants mal aimés » dont le mouvement des médecins ne constitue somme toute qu'un iceberg, nous avons martelé, disant entre autres ceci : « Les médecins eux-mêmes savent très bien que cette question est plus vieille que le pouvoir en place, un pouvoir que nous ne dédoublons pas, bien au contraire, mais que nous mettons devant ses responsabilités d'avoir détrôné les régimes génocidaires pour plus que jamais sombrer dans **l'égoïsme d'Etat, le cynisme politique, l'affairisme, l'iniquité, les malversations, la médiocratie, la mauvaise appréciation des priorités et toutes les formes de gabegie de cet acabit** » !

Toujours dans le cadre de la part de responsabilité du gouvernement dans ce malaise social et comme pour étayer le lot de péchés susmentionnés, nous avons souligné le pléthore de certaines institutions ainsi que les traitements faramineux dont elles bénéficient, en martelant notamment : « On peut avancer les raisons qu'on veut, mais jamais on ne pourra nous convaincre qu'une cinquantaine de députés et une dizaine de sénateurs ne seraient pas suffisants pour le petit Burundi ! En tout cas, une loi ne peut ne pas être opérationnelle parce qu'elle a été votée par un parlement monocaméral ou composé de 50 personnes au lieu de plus d'une centaine ! Bien plus, rien ne pourra nous faire comprendre qu'un député puisse être payé dix fois plus qu'un médecin, ou un sénateur cumuler les avantages de sénateur et d'ancien chef d'Etat » !

Nous persistons et signons : les gens qui détiennent nos vies en leurs mains, et par surcroît au terme d'une formation universitaire d'au moins 8 ans, on les traite mille fois moins que quelqu'un qui à peine sait lire et écrire, seulement parce qu'il sait dire « ndiyo Bwana ! » (oui Monsieur !) à l'hémicycle ! C'est incroyable ; c'est inacceptable ; ça ne pouvait que nous faire arriver où nous en sommes !

Telles auront été et restent toujours nos considérations sur la grève des médecins. Et c'est toutes ces considérations qui nous ont amené à la conclusion que la question des médecins devait être intégrée dans la nécessité de révolutionner tout le système politique burundais en insistant surtout sur la politique sectorielle ayant trait à la justice sociale.

Tout cela pour en arriver à ceci : on peut accuser le CDP de tout, sauf de ne pas reconnaître la colère des médecins ; on peut accuser le CDP de tout, sauf de ne pas avoir crié pour mettre le gouvernement devant ses responsabilités avant qu'il ne soit trop tard.

Malgré la pertinence de ces considérations et en dépit des cris des populations que relayaient les médias et autres âmes sensibles vis-à-vis de la misère des peuples, un mur d'incompréhension a poussé et grandit toujours entre les protagonistes de cette question, le tout ayant été cristallisé par des propos peu civiques de certains officiels. S'agissant de ces propos peu patriotiques, nous déplorons ce que le gouvernement avait appelé, au fort de la crise, « faire travailler les médecins par force ». Vous forcez les abeilles à entrer dans la ruche, elles ne fabriquent pas de miel ! Aujourd'hui, ce même gouvernement vient de franchir la ligne rouge dans ce bras de fer, en assignant à domicile

tous les médecins du service public. On est où là ; c'est quel siècle ?

Pire : fidèle à sa politique d' « ukwemera ubuki utegeka » (promettre déjà le miel sans qu'on soit apiculteur et avant de savoir où trouver l'apiculteur fournisseur), le gouvernement vient de passer à côté de la question épineuse de la grève des médecins pour promettre tambour battant la gratuité des traitements contre le paludisme. Nous disons merci pour la bonne intention ; mais nous rappelons que le médicament sans médecins pour le prescrire n'est pas moins inefficace qu'une école sans enseignants !

Peut-on dire que côté gouvernement rien n'est fait dans le cadre de la résolution du malaise social généralisé ? Non et oui ! En effet, le CDP se fait échos du discours qu'a prononcé le Chef de l'Etat à l'occasion de la Fête Internationale du Travail et salue l'intention du gouvernement de mettre sur pied une commission chargée de l'étude de la question des inégalités salariales ; les médecins, entre autres défavorisés du système salarial au Burundi, en sortiraient peut-être satisfaits. Néanmoins, à part la lenteur classique que nous connaissons des Burundais dans le traitement des dossiers en général et dans le travail des commissions en particulier, notre regret est que cette déclaration n'est pas différente de ce qu'il convient d'appeler « le médecin après le décès » ! Nous sommes à la fin du mandat du CNDD-FDD ; cette mesure est tellement salutaire qu'elle aurait dû être un point de départ et non un point d'arrivée ! Le peuple s'en est réjoui certes, avec raison, mais il n'est pas dupe ! Le peuple n'a jamais raté l'occasion de châtier par le vote les dirigeants qui ne se sont souvenus de ses malheurs qu'à la veille des élections !

Vu tout ce qui précède et considérant la situation qui prévaut actuellement, tous les Burundais se trouvent à la croisée des chemins. Et tous, sans parti pris (politique surtout), nous devrions nous sentir interpellés. Nous apprenons, hélas, que certains mauvais esprits, par nihilisme ou fanatisme, hypocrisie ou sadisme politique, commencent à basculer dans la courtisanerie de bas étage, en avançant que cette grève est moins un mouvement à caractère purement syndical qu'une volonté politique de torpiller les efforts du gouvernement. C'est très regrettable ! Doit-on être animé d'intentions de torpilleur des efforts du gouvernement pour constater qu'il est inconcevable de concevoir un projet de société avec un salaire mensuel de moins de 100 Euros pour un médecin ?

Qu'on dise ce qu'on veut, mais qu'on sache seulement qu'il y va de la vie des humains ! Pour le Parti CDP, l'important n'est ni de renvoyer dos à dos le gouvernement et le corps médical par un modérantisme irresponsable (comme le veut malheureusement souvent le lâche réalisme politique en cas de questions qui dérangent le pouvoir), ni de chatouiller celui-ci pour griffer celui-là ; il y va de la vie des Burundais ; il est question de résoudre la crise. Comme disait un chanteur, « la vie ne vaut rien, mais rien ne vaut la vie ». Les médecins sont mieux placés pour nous l'apprendre.

Cela étant, tout en comprenant leur situation, nous regrettons l'extrémité du pas que les médecins viennent de franchir : au-delà même de la déontologie et de la législation sur les grèves, nous pensons qu'un sens de pitié et de souci pour autrui aurait dû primer sur tout ; nous estimons que le devoir seulement moral de secours à personne en danger aurait interpellé les uns et les autres, les aurait dissuadés de suspendre le service minimum : frappant où il ne fallait pas, leur décision emportera trop de vies humaines, sans forcément convaincre l'autre partie de faire un pas en avant. Très simplement, les médecins ont tort de ne pas remarquer, voire regretter avec tous les Burundais, que ce gouvernement n'est pas prêt à renoncer au luxe dont il a fait un début et une fin, et que, par conséquent, leur seule action risque de ne rien changer. C'est toute une crise sociale, surtout structurelle et non conjoncturelle. Si l'on veut, c'est une crise de dialogue entre le devoir patriotique et le matérialisme privé !

Quant au gouvernement, il a raison de dire que les revendications salariales des médecins dépassent largement ses capacités : il n'y a pas d'argent dans les caisses. Mais alors, qui ne sait pas désormais où est allé et va toujours cet argent ? Faut-il aimer ou ne pas aimer le régime CNDD-FDD pour constater qu'il a des « arguments non argumentés », donc pure « pétition de principe » ? Tout simplement, le gouvernement a tort de ne pas assumer le fait d'avoir couvert les auteurs de la dilapidation et du pillage honteux de ce qui était censé faire en sorte qu'on n'en arrive pas là. En plus, il a tort de ne pas enfin constater qu'il a instauré une « privatisation de l'Etat » en rehaussant les salaires des uns tout en ignorant ceux qui détiennent les vies humaines en leurs mains et qui, surtout, doivent mettre en application son prestigieux programme : la gratuité des soins de santé pour certaines catégories sociales.

Ce qui est marrant dans tout cela, c'est que personne ne veut avoir le courage de reconnaître son échec. Quand un

responsable échoue à sa mission, son erreur n'est pas tant d'échouer, mais de ne pas avoir le courage de déposer le tablier. Dans les pays où les gens ont encore le sens de l'honneur, pour quelque catastrophe survenue dans quelque secteur, le responsable politico-administratif voire technique en chef prend le courage de présenter sa démission, y compris quand il n'y est vraiment pour rien. C'est le cas d'un grave accident de circulation qui peut faire qu'un ministre ayant le transport dans ses attributions démissionne. Nous avons vu cela dans beaucoup de nations pas forcément développées, mais civilisées !

De l'état des lieux dont nous venons de dresser le tableau, que nous sommes prêt à défendre n'importe où et devant n'importe qui et au changement positif duquel nous sommes prêt à apporter notre contribution en tant que patriote si les uns et les autres sollicitent notre concours, nous ne pouvons qu'inférer des recommandations :

- considérant donc que la vie n'a pas de prix ;
 - vu les responsabilités des uns et des autres dans cette situation la plus catastrophique dans l'histoire du monde de la santé (jamais au monde corps médecin n'avait accompagné sa grève de suspension de service minimum) ;
 - étant donné l'état de pauvreté de la caisse publique burundaise (un état créé et non une pauvreté naturelle) ;
 - attendu que la question des médecins trouve son origine dans l'histoire même des services sanitaires au Burundi qui, on ne sait par quelle lecture bizarre des priorités sociales, ont été toujours peu rémunérés ;
 - ayant été constaté que la question des médecins trouve son explication d'une part dans le cadre général d'un malaise social dû aux écarts humiliants entre les salaires des travailleurs de l'Etat et d'autre part dans la méconnaissance grave de l'importance du diplôme pour un fonctionnaire de l'Etat,
- le Parti CDP joint ses peines à celles des millions de Burundais victimes de la situation sanitaire qui prévaut et formule les recommandations suivantes :

Aux ministres liés directement aux questions de la santé, des salaires et des dossiers de vol du trésor public :

- de faire montre de patriotisme et de sens de l'honneur et, ainsi, d'avoir le courage civique de déposer leur démission ;
- de formuler des excuses publiques aux noms des victimes de leur manquement.

Au gouvernement burundais :

- de s'abstenir de toute sorte de chantage, de radicalisme et surtout de juridisme inopérant et de favoriser le dialogue social, quel qu'en soit le prix ;
- de laisser les médecins libres de leurs mouvements ; leur assignation à résidence ne fera qu'empirer la situation ;
- de négocier sans délais une « trêve sociale » avec le corps médical au terme d'un engagement mutuel pour le respect et la mise en application du cahier des charges.

Au corps médical observant une grève compréhensible mais catastrophique :

- de prendre conscience de l'importance de ses services dans la vie d'une nation et de se faire violence en renonçant à tout bras de fer de nature à amplifier le malheur des populations ;
- de suspendre le mouvement de grève et d'amorcer une autre démarche qui puisse mettre le gouvernement devant ses responsabilités sans que des innocents en pâtissent. Cette démarche consisterait en ceci : **prendre l'initiative de convoquer les Etats Généraux Syndicaux pour étudier ensemble la question des inégalités salariales et surtout la remise en valeur des diplômes, au lieu de faire cavalier seul pour une question qui rentre dans le cadre de tout un malaise socioprofessionnel.**

Aux ONG oeuvrant dans le secteur de la santé :

- de considérer que c'est maintenant ou jamais le moment de faire montre de leur force sociale d'organisation non gouvernementale ;
- d'ainsi réussir là où le gouvernement vient d'échouer en redoublant d'efforts dans le secours des populations dans le besoin ;

Fait à Bujumbura, le 12 mai 2009

Pour le Parti CDP

Anicet Niyonkuru